

\* \* \* \* \*

ARRETE MODIFIANT TEMPORAIREMENT

L'ARRETE DE POLICE A L'INTERIEUR  
DES LIMITES ADMINISTRATIVES  
DU PORT DE CHERBOURG

« Prolongation de la réglementation temporaire du trafic piétonnier - digue de Collignon - boulevard de Collignon – CHERBOURG-EN-COTENTIN - Travaux de reprise de maçonnerie »

\*\*\*\*\*

**Le Président du Syndicat Mixte Ouvert Ports de Normandie**

\*\*\*\*\*

**VU** le code général des collectivités territoriales ;  
**VU** le code des transports ;  
**VU** le code de la route ;  
**VU** le code de l'environnement ;  
**VU** l'instruction ministérielle sur la signalisation routière du 24 novembre 1967 modifiée ;  
**VU** les conventions de transfert en date des 29 et 30 décembre 2006 portant application des articles 30 et 104 de la loi de décentralisation n°2004-809 du 13 août 2004, relatif aux modalités de mise en œuvre du transfert de compétence et de propriété des ports de Dieppe, de Cherbourg et de Caen-Ouistreham ;  
**VU** l'arrêté préfectoral portant adhésion du syndicat mixte du port de Dieppe au syndicat mixte des ports de Caen-Ouistreham et de Cherbourg ;  
**VU** l'arrêté préfectoral n° 95-1238 du 20 novembre 1995 modifié, réglementant la police à l'intérieur des limites administratives du port de Cherbourg ;  
**VU** l'arrêté portant règlement particulier de police et d'exploitation du port de Cherbourg du 21 mars 2019 ;  
**VU** l'arrêté n°2021-066 en date du 31 août 2021, portant délégation de signature du Président du Syndicat Mixte Ports de Normandie ;  
**VU** l'arrêté n°2024-027 du 4 avril 2024 portant sur la réglementation temporaire du trafic piétonnier sur la digue de Collignon, sise boulevard de Collignon à Cherbourg-en-Cotentin ;  
**CONSIDERANT** le besoin de continuer les travaux de renforcement de la digue de Collignon par l'entreprise MARC SA, il est nécessaire de prolonger la durée de l'arrêté n°2024-027.

**ARRETE**

**Article 1** : La zone réservée à l'entreprise MARC SA pour les besoins de sa base vie dans le cadre des travaux de renforcement de la digue de Collignon, sise boulevard de Collignon à Cherbourg-en-Cotentin, est maintenue **du 1<sup>er</sup> au 31 mai 2024 inclus**, conformément au plan joint.

La zone de travaux est strictement **interdite au public**.

**Article 2** : Le cheminement piétonnier est **temporairement interdit, du 1<sup>er</sup> au 31 mai 2024 inclus**, sur la digue de Collignon, sise boulevard de Collignon à Cherbourg-en-Cotentin, conformément au plan joint, afin de permettre la réalisation des travaux par l'entreprise MARC SA.

**Article 3** : Une signalisation adéquate est maintenue en place par l'entreprise MARC SA pendant la durée des travaux afin de garantir la sécurité des piétons, conformément à la réglementation en vigueur. La signalisation temporaire doit être adaptée, cohérente, crédible, lisible et entretenue. La pose, l'entretien et la dépose de la signalisation sont à la charge de l'entreprise MARC SA.

**Article 4** : Toutes infractions aux dispositions énoncées aux articles précédents seront constatées et poursuivies conformément aux lois et aux règlements en vigueur.

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général du SYNDICAT MIXTE OUVERT PORTS DE NORMANDIE et l'entreprise MARC SA sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 6** : Une ampliation sera adressée à :

- L'entreprise MARC SA pour exécution et affichage ;
- Monsieur le Maire de Cherbourg-en-Cotentin pour information et affichage ;
- Monsieur le Commandant du Port de Cherbourg ;
- Monsieur le Commandant du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Manche ;
- La Police Municipale ;
- La SPL CHERBOURG PORT.

**Saint-Contest, le 13 mai 2024,**

**Pour le Président du Syndicat Mixte  
et par délégation  
Le Directeur Général**

**Philippe DEISS**

**Annexe : PLAN**

**Affiché le :**

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans le délai de 2 mois à compter de son caractère exécutoire. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*